



HAL
open science

Les critiques du choix de la thérapie de choc

Jacques Fontanel, Ivan Samson

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel, Ivan Samson. Les critiques du choix de la thérapie de choc. Jacques Fontanel; Ivan Samson. Les liaisons dangereuses entre l'État et l'économie russes, l'Harmattan, pp.36-51, 2003, Pour comprendre, 2-7475-4451-6. hal-03233928

HAL Id: hal-03233928

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03233928v1>

Submitted on 25 May 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La « thérapie de choc » de la Russie, une analyse critique

Jacques Fontanel

In

Géoéconomie de la globalisation
Office des Publications Universitaires,
Alger, 2003.

Les économistes russes étaient, au départ, plutôt favorables à une démarche graduée d'une économie planifiée vers une économie de marché. Sous l'influence du Fonds Monétaire International et des experts occidentaux, la transition a été accélérée par la politique dite de « thérapie de choc », d'une part pour rendre irréversible le processus en marche en réduisant le rôle autoritaire de l'Etat et d'autre part par la confiance aveugle dans les qualités de régulation quasi automatique de l'économie de marché. De nombreux économistes ont pourtant réclamé le maintien d'une puissance régaliennne capable de sauvegarder les intérêts collectifs des citoyens et le rôle indispensable des autorités publiques dans la régulation et l'orientation de l'économie nationale. La Russie a eu à faire face à une double transition, avec le passage d'une économie fortement militarisée à une économie concurrentielle pour laquelle elle n'était pas bien préparée. La conversion des industries d'armement a rendu de nombreux investissements obsolètes. La thérapie de choc a provoqué des dégâts économiques et sociaux considérables, avec l'absence des investissements publics nécessaires, les coupes sombres dans les dépenses de santé et d'éducation.

Russian economists were initially in favour of a gradual move from a planned economy to a market economy. Under the influence of the International Monetary Fund and Western experts, the transition was accelerated by the so-called "shock therapy" policy, on the one hand to make the process irreversible by reducing the authoritarian role of the state, and on the other hand by the blind trust in the quasi-automatic regulatory qualities of the market economy. Many economists, however, have called for the maintenance of a regal power capable of safeguarding the collective interests of citizens and the indispensable role of public authorities in the regulation and orientation of the national economy. Russia has had to face a double transition, from a highly militarised economy to a competitive one for which it was not well prepared. The conversion of the arms industries made many investments obsolete. Shock therapy has caused considerable economic and social damage, with the absence of necessary public investment, and cuts in health and education spending.

Thérapie de choc, Russie, capitalisme russe, industrie d'armement, conversion
Shock therapy, Russia, Russian capitalism, arms industry, conversion

R

R

L'effondrement de l'Union soviétique a fait l'objet de nombreuses propositions de relance économique d'une grande puissance militaire qui venait de perdre son influence idéologique dans le concert international. Quand Gorbatchev a lancé la Perestroïka, l'objectif était de créer un système de marché démocratique, une nouvelle voie socialiste pour l'humanité. L'échec a été total. Pour Eltsine, il fallait transformer le système socialiste dans un capitalisme de « laisser-faire ». Cette politique a conduit à la paupérisation et à la criminalisation de l'économie en transition, sans éthique, ni morale. Les gouvernements russes ont souvent choisi entre le « tout » ou le « rien », les situations intermédiaires étant jugées insuffisantes pour le pouvoir en place. La thérapie de choc s'est finalement imposée. Les procédures et les méthodes ont réincarné l'esprit et les méthodes de penser et de faire des bolcheviques. Au fond, il s'agissait d'engager une politique volontariste, qui s'apparente, les violences physiques de masse en moins, à une conception quasi « stalinienne » du fonctionnement de la société, dans son refus d'aborder les conséquences sociales et humaines de la transition de l'économie. En outre, l'économie russe était profondément militarisée. Or, tout processus de désarmement ne produit pas immédiatement des dividendes de la paix, mais des coûts importants qu'il faut être en mesure de transformer en investissements utiles pour l'ensemble de la population (Coulomb, Fontanel, 2003).

Pour Eltsine (Pomer, 2001), il s'agissait de combattre un Etat autoritaire dans le secteur économique, les Occidentaux l'ont soutenu pour conduire cette politique libérale. La question était de savoir à quelle vitesse la transition pouvait se faire ? Au départ, il s'agissait de privatiser les seules entreprises de service et de permettre au marché de définir des prix. Les importations et les taux de change étaient encore contrôlés, l'Etat garantissait les investisseurs étrangers et il favorisait les fonds d'investissement. Par contre, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et BIRD ont critiqué cette approche graduelle. Ils n'ont pas souhaité élargir leur soutien par l'aide internationale, sans une stabilisation des finances publiques et l'élimination rapide des principales restrictions à

l'importation. Même si ces organismes percevaient les dangers d'une baisse du PIB et d'une inflation forte, ils considéraient qu'au bout de deux années la croissance de la productivité et du PIB serait vraisemblablement supérieure à celle des pays à économie de marché au stade de maturité.

En Russie, la plupart des économistes étaient favorables au gradualisme. Igor Gaidar (1998) lui-même était suppose trop gradualiste pour les conseillers occidentaux. Il souhaitait libéraliser les prix et le commerce extérieur et le soutien du gouvernement à quelques entreprises lui semblait normal et nécessaire, afin de maintenir l'activité industrielle en Russie. Mais sous la pression de Jeffrey Sachs, 20 milliards de dollars de soutien international ont été proposés à la Russie pour l'application d'une approche de type « big bang » vers la transition. Aux conseils donnés pour prendre le modèle chinois, plus graduel, Sachs considérait que cette option n'était pas pertinente, car l'industrie soviétique plus développée avait plus de chance de réussir la transition de son économie vers le marché que la Chine. En Janvier 1992, par décret présidentiel, la coordination de l'économie par la planification est abolie. Les contrôles des prix sont, pour la plupart, supprimés et les dépenses gouvernementales sont alors réduites drastiquement. Les conditions choisies sont plus libérales que dans la plupart des pays occidentaux, avec une réduction considérable de la demande (et donc de l'offre) de l'Etat. Il s'agit alors de la mise en place du marché, sans interférence étatique. Pour Stanley Fisher, cette politique s'apparente à la NEP (Nouvelle Economie Politique), laquelle avait réussi dans des conditions autrement plus difficiles. Or, celle-ci n'avait pu réussir qu'avec un gouvernement fort et une libéralisation moins violente.

Pour Lawrence Summer (1994), il faut réunir simultanément, au plus vite, trois conditions « la privatisation, la stabilisation et la libéralisation ». La privatisation suppose le transfert des actifs publics vers de nouveaux actifs privés. La stabilisation implique le maintien de la valeur de la monnaie et la réduction des dépenses de l'Etat. La libéralisation conduit à supprimer le contrôle des prix et à réduire les contraintes qui pèsent sur le commerce international et sur les flux de capitaux. Ces trois objectifs constituent bien une fin et non pas un moyen. Le pari est de dire qu'il s'agit d'une décision fondée sur l'analyse économique, sans interférence d'une volonté politique, tout en suggérant que la croissance est déjà pour demain.

Les conseillers occidentaux et les institutions économiques internationales, en appliquant une conception restrictive de l'économie, ont sous-estimé les difficultés et ils ont ainsi contribué à l'affaiblissement de l'économie. Les prêts internationaux ont soutenu un rouble surévalué, ce qui a conduit à une désindustrialisation et à la fuite des capitaux russes. Or, les pays occidentaux n'ont apporté qu'une aide réduite, bien inférieure à celle promise et espérée. De 1994 à 1999, la Russie n'a reçu que 17

milliards de dollars d'aide internationale. Le crédit étranger a même permis de maintenir cette politique irréaliste qui a facilité le transfert de la richesse de la nation vers la corruption. L'intervention minimale de l'Etat a constitué le fondement de la politique économique, sous prétexte que l'investissement étranger viendrait un jour transformer positivement l'économie russe.

La crise économique a été profonde, avec une hyperinflation douloureuse socialement et économiquement. En 1994, la production industrielle a été réduite de moitié par rapport à 1990. Par la suite, les conditions ont moins empiré et les économistes libéraux ont alors pensé que les faits leur avaient donné raison. (Layard, 1996). Le coût de la transition était bien le prix à payer pour la fin du socialisme. Pourtant, en juillet 1998, le FMI accorde 22,6 milliards de dollars d'aide pour maintenir la convertibilité du rouble à un taux convenable. La crise est alors perçue aussi comme un échec des prévisionnistes et notamment du FMI. Par la suite, avec Primakov, l'Etat est redevenu plus actif dans la vie économique, malgré la pression du FMI dans les négociations de la dette russe tenue par les étrangers. Les investisseurs internationaux ont subi des pertes dans les créances libellées en roubles, le déficit n'a pas toujours été financé et de nouvelles taxes sont engagées sur les exportations des ressources naturelles. Aujourd'hui, les progrès sont perceptibles, malgré l'existence d'un système bancaire solide, le retrait du capital étranger, l'implosion financière et la corruption. La Russie s'est ainsi rendue compte que les conseillers n'étaient pas les payeurs.

Une thérapie de choc incomplète, douloureuse et dangereuse

Le 2 janvier 1992, influencé par les experts internationaux, Igor Gaidar lance la thérapie de choc. Le programme gouvernemental rejetait alors le besoin d'une action spécifique du gouvernement pour conduire le processus de transition d'une économie planifiée à une économie de marché. Peu d'attention a alors été portée sur les besoins immédiats du peuple et aux prérequis des entreprises russes pour faire face aux ajustements nécessaires vers l'économie de marché (Arbatov, 2001). L'éducation, la santé, la science et la culture sont les grandes victimes de l'austérité gouvernementale. Les arriérés de salaires et le non-paiement des contrats gouvernementaux ont accru les coûts sociaux supportés par la grande majorité de Russes. Or, le marché n'avait jamais fonctionné en Russie et pendant 70 années l'économie avait été décidée par le pouvoir communiste et militariste. Même dans les économies développées, le marché n'est pas le seul facteur du développement économique, car il n'assure pas la satisfaction des besoins fondamentaux de tous les citoyens.

Il faut redistribuer une partie des bénéfices pour financer les services publics non immédiatement rentables mais nécessaires au bien-être de la population et au climat de confiance des affaires. Si la thérapie de choc de Gaidar s'est inspiré des recommandations des experts américains et de l'exemple polonais, elle n'a pas été appliquée dans toute sa rigueur, notamment dans le domaine des prix, de l'ouverture des marchés, des flux financiers et de la politique monétaire. Sur ce point, les contradictions importantes entre le gouvernement et la banque centrale n'ont été réglées qu'à la suite des événements d'octobre 1993. Ainsi, la thérapie de choc de Gaidar n'a pas été à l'origine soutenue par une politique monétaire vraiment cohérente et rigoureuse. La lente dégringolade de l'inflation qui en résultera rendra difficile la prévision de ce qu'aurait été l'impact d'une thérapie de choc complète et cohérente en Russie, car la faiblesse du pouvoir central a aggravé les effets négatifs de la politique gouvernementale.

Dans le cadre du consensus de Washington, le FMI exige l'austérité de l'action de l'Etat et le laissez faire. Le programme de Gaidar correspondait comme une « copie-carbone » (Arbatov, 2001) au modèle de réforme du FMI. Les subventions aux biens de grande consommation ont été abolies. L'ouverture des frontières a été assurée. Le budget de l'Etat s'est effondré, emmenant avec lui tous les financements militaires, éducatifs, culturels, sanitaires ou des transports. Le bien-être social n'a pas été pris en compte, comme en témoigne la baisse notable et historique de l'espérance de vie du Russe moyen. En 1998, d'après les chiffres officiels, le PIB était de moitié celui de 1990, avec l'apparition et le développement de crises dans presque tous les secteurs de l'économie. L'industrie russe n'était même plus capable d'être compétitive sur le marché national. Un processus de criminalisation et de paupérisation en a résulté. Tous les avantages sociaux s'étaient devenus un luxe. Même l'éducation n'était plus totalement gratuite et la question du plein emploi n'était plus mise en avant comme priorité. Les écarts de revenus ont considérablement augmenté passant de 4 (entre le premier et le dernier décile) à 24 contre un. En 2000, le quart de la population était dans une situation économique et sociale très difficile, alors que 15% seulement de la population voyaient leur situation s'améliorer par rapport à 1991. Les réformes étaient trop éloignées des nécessités de la mise en place de la démocratie, laquelle implique une égalité de traitement des groupes et individus, ce qui n'était pas le cas en Russie.

Depuis 1989, alors que le PIB de la Chine a presque doublé en un peu plus d'une décennie, celui de la Russie a diminué. Au début de la période, le PIB de la Russie était deux fois supérieur à celui de la Chine, en 2000, il est d'un tiers plus petit (Stiglitz, 2001). Si le seuil de la pauvreté est équivalent

à 4 dollars par jour par habitant, la Russie est passée de 2 à 60 millions de pauvres pendant cette période. Pourquoi donc un tel échec ? Ceux qui ont été en faveur de la thérapie de choc et de la rapidité excessive de la privatisation n'accusent pas cette politique, ils regrettent seulement que le choc n'ait pas été plus important. La politique est jugée satisfaisante, mais insuffisamment agressive. Ce n'est pas la philosophie de l'action qu'il faut remettre en question, mais plutôt sa mise en œuvre, impliquant la généralisation de la corruption et l'émergence du système de la rente pour quelques bénéficiaires. La question est de savoir si ces deux facteurs n'étaient pas inéluctables.

Pour Gorbatchev, la thérapie de choc a eu des conséquences sociales très graves, avec une baisse du pouvoir d'achat, l'essor des inégalités de revenus et le déclin de l'espérance-vie, l'appauvrissement de l'éducation, de la science et de la culture, une privatisation prédatrice, un accroissement de la criminalité et une certaine dégradation morale des mœurs et de l'éthique. « Je n'ai pas voulu de l'imposition d'un modèle de marché qui appartenait déjà au passé des pays avancés » (Gorbatchev, 2001). Il fallait prendre en compte le destin des êtres vivants, éviter de rééditer les actions des bolcheviques. Il fallait d'abord démocratiser l'Union soviétique et construire un système économique juste et humain. La méthode graduelle aurait pu être choisie, mais les pays de l'Ouest demandait toujours d'aller plus vite, plus loin dans les réformes, afin d'entrer dans une approche décisive de non retour. Les jeunes économistes ont même trouvé que le plan qui consistait à faire entrer le marché en Russie en moins de 500 jours n'était pas suffisamment décisif.

Cependant, le G7 laissait le gouvernement russe choisir sa voie et son tempo, à condition d'engager un processus rapide de privatisation. Pourtant, les conditions sociales et la mise en compétition des entreprises n'étaient pas immédiatement réunies, il fallait prendre un peu de temps. Selon le consensus de Washington, le marché est supposé capable de réallouer efficacement les ressources en assurant en même temps le développement économique. Il suffit de respecter les deux indicateurs principaux (l'offre de monnaie et l'équilibre budgétaire) pour obtenir presque automatiquement de bons résultats économiques. Le rôle de l'Etat devait donc se limiter strictement au respect de ces principes. Pour les libéraux, toute action de l'Etat n'est pas désirable, même pour prévenir un cataclysme social, sous prétexte que celui-ci serait encore pire à terme. La Russie est allée plus loin que les autres pays dans le respect de ces principes. Après le putsch, Eltsine s'est engagé dans la thérapie de choc sous les applaudissements des pays de l'Ouest. Les erreurs du bolchevisme ont alors été répétées. Après la faillite de 1998, le programme a témoigné de son inadaptation à la réalité économique et sociale de la Russie. Oublier que les

Etats doivent intervenir dans la vie économique, notamment en situation de crise, est toujours une erreur ; elle aura été chèrement payée par les citoyens anciennement soviétiques de la Russie.

Pour Michael Intriligator (1998), l'une des plus grandes menaces pour la sécurité internationale d'aujourd'hui, à savoir le futur de la Russie, n'intéresse pas suffisamment les hommes politiques et les politologues, alors que ces derniers faisaient pourtant une fixation totale de l'Union soviétique et sa menace nucléaire potentielle (notamment nucléaire) pendant la guerre froide. La Russie est chancelante, mais elle a les capacités à remettre en cause la sécurité mondiale. Le choix entre travail et capital (Smith, Fontanel, 1987) dans l'industrie militaire ne se pose plus en termes de stratégie militaire, seuls les stocks d'armes nucléaires et conventionnelles assurent la dissuasion de la Russie. De nombreuses « mafias » contrôlent d'importants secteurs de l'économie et elles se manifestent par de multiples extorsions illégales. Les nouveaux propriétaires et managers des firmes privatisées agissent sans entraves, comme des monopoleurs. Ils cherchent à contrôler les prix (notamment par des protections publiques décidées au sommet de l'Etat), à réaliser, voire à liquider les actifs de la société et à déposer le produit de la vente dans des comptes personnels *offshore*, dans une atmosphère de prévarication et de corruption généralisée. Les conflits territoriaux et ethniques assombrissent encore le tableau. Enfin, tous les systèmes qui appartiennent à un Etat moderne, comme la santé, l'agriculture, l'environnement, l'éducation, le droit, la science et la technologie sont aussi en crise. Plusieurs scénarios possibles se présentent à la Russie ce qui pourrait avoir des influences substantielles sur l'ensemble du monde.

- Le premier scénario fait référence à la mise en place d'un nouveau système autoritaire, avec l'apparition d'un nouveau Staline.
- Le second scénario consiste dans la perpétuation de la crise de l'autorité légale, conduisant au chaos et à l'anarchie, avec des gangs criminels prenant le contrôle des régions du pays.
- Le troisième scénario conduit au développement de guerres civiles intenses internes, élargissant le conflit de la Tchétchénie vers de nouvelles aventures sécessionnistes à l'intérieur même de la Fédération de Russie.
- Un quatrième scénario pourrait prendre l'exemple de l'ancienne Yougoslavie, la Russie apportant son soutien aux minorités russes en Ukraine, Biélorussie ou du Kazakhstan, en conflits avec leurs gouvernements.

De nombreux observateurs ont par ailleurs noté de remarquables similarités entre la Russie d'aujourd'hui et la République de Weimar qui a précédé l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933, et notamment la crise de

l'empire, l'hyperinflation, la destruction de la classe moyenne et l'effondrement du statut international du pays. Il faut donc prendre garde.

Un capitalisme « à la russe »

Un capitalisme « à la russe » s'est mise ne place, avec es effets pervers qui ne permettent guère d'engager le pays vers un développement soutenable. Il y a d'abord une certaine incompréhension de l'exercice de l'intérêt individuel dans une société. La Russie doit faire face en outre à une double transition, celle d'un système économique planifié vers une économie de marché et d'une démilitarisation de l'économie. Enfin, l'aide internationale des grandes organisations interétatiques ne s'est pas avérée très efficace, compte tenu du caractère éminemment politique de son intervention.

La thérapie de choc a constitué le moyen d'insertion brutale de l'économie russe dans l'économie de marché mondiale. Moscou s'est alors engagé dans une procédure de libéralisation et de privatisation économiques, non sans se heurter aux difficultés représentées par la centralisation de l'économie socialiste et par l'inertie du complexe militaro-industriel (CMI). Or, l'idée d'un intérêt individuel s'est parfois transformée en un refus de la « socialisation » des intérêts fondamentaux de la Nation. Le respect des lois et de la police est essentiel. Le calcul hédoniste conduit les individus à refuser l'impôt s'ils estiment que le jeu n'en vaut pas la chandelle. La glorification de l'égoïsme et le dénigrement du gouvernement portent la responsabilité de bien des avatars du capitalisme. La violence et l'anarchie peuvent alors s'imposer. C'est ce type de capitalisme qui apparaît en Russie. Cette situation est annonciatrice potentiellement de guerres civiles et internationales.

La « main invisible » (Tobin, 2001) ne dépend pas seulement de la lutte contre les activités criminelles ; il faut également que l'intérêt personnel soit converti par des résultats socialement optimaux. Le monopole est aussi affaire d'intérêt personnel, ce qui doit inviter à la création de lois antitrust (Fontanel, Adam Smith). Les gouvernements peuvent protéger certains intérêts privés, mais le refus d'engager des investissements publics est dommageable pour l'ensemble de l'économie. La question des externalités doit aussi être prise en compte, au même titre que le contrôle des monopoles naturels ou construits. La Russie avait besoin de produire de nouvelles activités, industries et technologies. Si la charrue doit dorénavant l'emporter dur l'épée, encore faut-il savoir comment reconverter des épées en charrues, avec des unités de production efficaces et compétitives (Fontanel, Borissova, Ward, 1995) et se préoccuper de la formation des personnels du CMI reconvertis dans des entreprises concurrentielles (Skharatan, Fontanel, 1998). Or, les

réallocations sont souvent très douloureuses. Tout redéploiement se fait avec un coût social important, conduisant éventuellement à des troubles politiques non négligeables, notamment la reconversion de la production des sous-marins nucléaires, des bombes ou des avions d'attaque. Les entreprises privatisées russes ont eu une logique prédatrice de court terme qui n'a pas été suivie d'une logique industrielle de recherche de profit@ (Samson, 1998). L'économie russe ne peut trouver de solution que dans l'optimisme des entrepreneurs et la mise en place, au niveau local, de petites et moyennes entreprises concurrentielles structurant l'espace et transformant les règles du jeu économique au détriment des grandes entreprises privatisées hostiles au changement. La modernisation de la société russe peut se faire aussi par le bas, même si l'Etat doit encore exercer un rôle déterminant d'incitation et de financement.

Le gouvernement russe, au lieu de donner à l'Etat les moyens de gérer ces transformations, a laissé le système de marché pourrir la situation, sous prétexte du « laisser faire ». Or, aucune économie de marché développée n'a eu un type de politique comparable, l'Etat est toujours intervenu pour réduire les effets d'une crise économique. L'Etat doit assurer l'intérêt collectif. La thérapie de choc a conduit à la dépossession publique et aux effets prédateurs exercés par les élites. Pour Wladimir Andreff (1996), le courant libéral n'a pas suffisamment pris en compte l'héritage de l'URSS. La thérapie de choc ne pouvait fonctionner que sous certaines conditions (viabilité des infrastructures, fiabilité des institutions marchandes, respect des lois et des tribunaux régissant le droit civil et commercial). Les réformes ont été imposées en force, avant qu'une infrastructure institutionnelle soit mise en place, ce qui a renforcé la puissance des mafias et la corruption gouvernementale. Il y avait au départ une *Public Choice* qui est alors devenu un *Private Choice*.

La double transition

La Russie a dû faire face à une double transition, d'une économie planifiée à une économie de marché, d'une économie militarisée à une économie civile. La loi du 21 avril 1992 sur la conversion a engagé la création d'un Fonds étatique de reconversion, avec des crédits bancaires préférentiels et un programme de soutien aux exportations d'armes. Le Programme Fédéral de conversion (PFC) mis en place début 1993 était largement influencé par les règles traditionnelles du Gosplan. Il visait à la fois à préserver le potentiel technologique du CMI, de développer l'import-substitution et à réorienter la production industrielle dans le sens de l'«économie des ressources et de la maximisation de la production. Ce programme concernait l'aviation civile, la construction navale, l'équipement

énergétique, les équipements agricoles, la construction des routes, les communications, l'environnement, l'équipement médical ou les industries nucléaires (Gonchar, Kuznetsov, Ozhegov, 12995). Par ailleurs, la politique de conversion a permis l'existence d'allocations chômage et des compensations financières pour les pertes dues à l'arrêt des commandes militaires. La CMI a été réorganisé autour du Roskomoboronprom (Comité pour les Industries de Défense et Aéronautique), qui coordonne l'ensemble des activités du secteur militaire. Cependant, la conversion ne dépendait pas que de lui. Le PFC a pour fonction d'orienter les industries d'armement vers une politique d'import-substitution, de développement des exportations, de construction d'équipements efficaces et de technologies avancées, dans le cadre de ressources écologiquement acceptables. Cependant, les crédits sont restés très faibles au regard de l'importance du problème. Les dépenses budgétaires de la conversion n'ont représenté que 0,16% du PNB en 1993, puis 2 ou 3 % du PNB en tenant en compte les fonds extrabudgétaires. Aujourd'hui, elles ne représentent que 8% du budget militaire de l'Etat. Le soutien de l'aide internationale dans ce domaine représente moins de 2% des projets financés et 0,5% de la R&D. La suppression d'activités ne conduit pas toujours à des licenciements et à l'abandon de l'infrastructure sociale, ce qui conduit à l'accroissement de l'endettement public et progressivement, inflation aidant, à une réduction forcée des salaires et des conditions sociales. Les membres du CMI refusaient à la fois d'abandonner leur statut privilégié et de se recycler vers de nouvelles compétences et méthodes de travail (Skharatan, Fontanel, 1998).

Le potentiel de succès de la conversion par la restructuration industrielle est limité par le déficit budgétaire, l'endettement interne, l'inflation, l'absence de législation promouvant la restructuration des entreprises, le maintien des vieux réseaux d'initiés, l'absence de protection de propriété industrielle, l'inadaptation des réseaux financiers, la crise du logement qui réduit la mobilité des travailleurs. Dans un secteur de l'armement étouffé par l'endettement interentreprises, véritable accélérateur de l'hyperinflation, les exportations d'armes ont constitué une bouffée d'oxygène, mais le marché de l'armement n'était plus porteur. Le CMI a développé l'exportation des produits militaires de haute technologie contre l'importation de produits de consommation. Aujourd'hui, les technologies de l'information et de télécommunication sont à la pointe du progrès, mais elles sont surtout développées dans le domaine civil. Pour Sutherland et Hanson (1996), plus la part du CMI dans l'emploi d'une région est importante, ceteris paribus, et plus l'emploi total a chuté, notamment parce que les industries de défense étaient régionalement très

concentrées. L'Etat est directement responsable de ces crises sectorielles et régionales.

L'aide internationale a été, dès le départ, distribuée sur des fondements politiques, avec un soutien fort à la politique d'Eltsine. En 1997, les versements du Fmi ont d'abord servi à financer l'important déficit fédéral (Menshikov, 1998). Les conditions du crédit avaient des objectifs fiscaux et monétaires précis (concernant notamment la collecte des impôts, les réserves internationales ou l'accroissement maximal de l'offre de monnaie), les réformes structurelles mutuellement acceptées et l'application de recommandations de politique économique du FMI. Si la Banque centrale a rempli les objectifs définis, les autorités fiscales n'ont pas rempli leurs obligations, seulement 50 % des impôts prévus ont été collectés, ce qui a conduit le FMI à retarder deux fois le paiement de ses crédits trimestriels. L'impôt était souvent perçu en « compensations », plutôt que sous forme de monnaie. De fait, l'économie fonctionnait encore largement sur la base du troc. En 1997, près de 70 % des ventes de l'industrie russe ont été payées en nature, car les entreprises, fortement endettées, n'avaient pas de revenus monétaires suffisants. Le gouvernement lui-même devait des arriérés aux firmes pour les biens et services qu'il avait commandés et acquis.

Si le FMI était globalement satisfait des performances de la Russie, il demandait de plus en plus de contrôles et une stricte application des procédures de faillites aux fraudeurs fiscaux. Le FMI s'est alors concentré sur la réforme bancaire, car les banques russes ne remplissaient toujours pas leurs principales fonctions de financement des entreprises commerciales. Elles ont pratiqué l'investissement à court terme des fonds de l'Etat largement rémunéré tout en s'engageant dans la spéculation financière. Au début des années 1998, le FMI était convaincu de la bonne marche de l'économie russe. Pour Stanley Fischer (1998), il fallait développer la privatisation, libéraliser l'économie, améliorer le droit des affaires et du patrimoine, la promouvoir la rentabilité agricole, combattre la corruption, la bureaucratie et l'arbitraire, et développer un système bancaire et un marché des capitaux fiables.

La Russie a sans doute été abusée par les conseils du FMI. La stabilisation monétaire n'a pas entraîné à elle seule les comportements vertueux qu'elle attendait, la spéculation à court terme a toujours primé sur l'investissement productif et les capitaux ont continué à fuir à l'étranger (Samson, 1998). Aussi longtemps que les transactions domestiques sont démonétisées et portées par l'économie souterraine, la stabilisation macroéconomique continue à avoir peu d'effet sur la croissance industrielle et elle n'entraîne pas vers la stabilité et la prospérité à long terme de la Russie. (Braguinsky, 1998). Du fait de sa rareté, il faut chercher à rendre

plus efficace l'aide internationale. L'approche de la stabilisation insiste sur le rôle de l'investissement direct à l'étranger, même si les résultats obtenus aujourd'hui restent faibles. La Russie a vraiment besoin d'investissements directs de l'étranger, notamment dans le domaine des technologies avancées, créateurs de nouveaux emplois, revenus et acteurs de la restructuration industrielle.

En 1998, près des deux tiers de l'investissement étranger avaient la forme d'investissements de portefeuille (qui accroissent le taux de change et créent des ressources spéculatives additionnelles de revenus pour les agents économiques les plus dynamiques), non seulement inutiles mais surtout dangereux pour l'effort de reconstruction. La crise de 1998, non prévue par le FMI, est sans doute la conséquence de la politique trop laxiste des experts internationaux. Une politique budgétaire conséquente est nécessaire. La confiance du FMI a masqué les problèmes de l'économie russe, malgré les critiques présentées par nombre d'économistes sur le caractère artificiel de sa croissance. Cette illusion a été payée très cher par les citoyens russes, alors que cette aide n'était de fait qu'un soutien à la Présidence d'Eltsine. En outre, la Russie n'est toujours pas devenue une démocratie significative. En l'absence d'un pouvoir suffisant de l'Etat dans la vie économique, l'économie libérée russe n'a pas pu éviter l'émergence d'effets pervers qui n'ont pas manqué de remettre en cause, au moins provisoirement, les acquis du développement économique. L'Etat est au cœur de la définition et du respect des lois, il est un important facteur de confiance pour les agents économiques et son implication dans les relations socio-économiques est telle que son inefficacité produit des situations récurrentes de crise. Tous les processus de développement nationaux se sont réalisés dans le cadre d'un Etat fort, fondé sur un libéralisme « éclairé », protégé par les pouvoirs publics en place.

Bibliographie et références

Aganbeguyan, A., Fontanel, J. (1994), Un monde en transition. Les exemples de la Russie et de l'industrie d'armement, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°5, Grenoble,

Andreff, W. (1996), Inertial Aspects of the Transformation Process, Tacis-PROMETEE, Moscow, 16 March.

Arbatov, G. (2001), Origins and Consequences of « shock Therapy », in *The New Russia. Transition gone awry*, (Klein, L.R., Pomer, M. Eds.), Standford University Press Standford.

Braguinsky, S. (1998), Les facteurs structurels et la politique industrielle de l'économie russe, in *L'avenir de l'économie russe en question*, (Fontanel, J., Gaidar, I. Ed.), Presses Universitaires de Grenoble Grenoble.

Brunat, E., Fontanel, J., Samson, I. (2003), L'industrie d'armement de la Russie. Puissance et avenir, Rapport et conférence pour l'Académie d'Economie Nationale de Moscou, Moscou, décembre 2003.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2000), La puissance des Etats et la globalisation économique, *Ares, Défense et Sécurité*, n°45, Mai.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2003). Disarmament: A century of economic thought. *Defence and peace economics*, 14(3), pp.193-208.

Fischer, S. (1994), Russia and the Soviet Union Then and Now, in *The Transition in Eastern Europe*, University of Chicago Press, Chicago.

Fischer, S. (1998), L'avenir de l'économie russe, in *L'avenir de l'économie russe en question*, (Fontanel, J., Gaidar, I. Ed.), Presses Universitaires de Grenoble Grenoble.

Fontanel, J. (1993) Political Economy of Disarmament. [Research Report] Université Pierre Mendès France Grenoble, et Institut Economique de la Transition de Moscou.

Fontanel, J. Borissova, I, Ward, M. (1995), The principles of arms conversion in the case of Russia, *Defence and Peace Economics* 6(3).

Fontanel, J., Gaidar, I. (1998), *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Fontanel, J. (2002), La convergence entre l'Union européenne et la Russie, in « Les incertitude d'aujourd'hui », Cahiers de l'Espace Europe, Grenoble.

Fontanel, J. (2002). Le rôle de l'Etat dans l'économie russe. Du passé au présent, pour quel futur ? Rapport RECEP et Université Pierre Mendès France, Grenoble

Fontanel, J. (2003), Les dépenses militaires de la Russie au début du XXIe siècle, *Annuaire Français des Relations Internationales*,.

Fontanel, J., Samson, I. (2003), *Les liaisons dangereuses entre l'Etat et l'économie russe*, L'Harmattan, Paris.

Goldman, M.I. (1998), La Russie peut-elle développer une économie de marché normale ? in (Fontanel, J., Gaidar, I. Eds.) *L'avenir de l'économie russe en question*, Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Gonchar, K., Kuznetsov, Y., Ozhegov, A. (1995), *Conversion of the Post-Soviet defence industry : implications for Russian economic development*, International Center for Conversion, Bonn, February.

Gorbatchev, M. (2001), Foreward, in *The New Russia. Transition gone awry*, (Klein, L.R., Pomer, M. Eds.), Standford University Press, Standford.

Granville, B. (1995), *The success of Russian Economic Reforms*, Brookings Institution, Washington, D.C.

Intriligator, M. (1998), L'Amérique dort pendant que la Russie chancelle, in *L'avenir de l'économie russe en question* (J. Fontanel, I. Gaidar, Ed.), Presses Universitaires de Grenoble.

Layard, R., Parker, J. (1996), *The Coming Russian Boom : A guide to New Markets and Politics*, Free Press, New York.

Menshikov, S. (1998), Le Fonds Monétaire International et la Russie. Il est temps que ça change ! in *L'avenir de l'économie russe en question*, (J. Fontanel, I. Gaidar. Ed.), Presses Universitaires de Grenoble Grenoble

Pomer, M. (2001), Introduction, in *The New Russia. Transition gone awry*, (Klein, L.R., Pomer, M. Eds.), Standford University Press, Standford.

Pomer, M. (2001), Transition and Government, in *The New Russia. Transition gone awry*, (Klein, L.R., Pomer, M. Eds.), Standford University Press, Standford.

Samson ; I. (1998), La Russie deviendra-t-elle une économie de marché ? in *L'avenir de l'économie russe en question*, (Fontanel, J., Gaidar, I. Ed.), Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble.

Shkaratan, O. and Fontanel, J., 1998. Conversion and personnel in the Russian military-industrial-complex. *Defence and peace economics*, 9(4), pp.367-379.

Smith, R., Humm, A. and Fontanel, J., 1987. *Capital-labour substitution in defence provision*. London.

Stiglitz, J (2001), Préface, in *The New Russia. Transition gone awry*, (Klein, L.R., Pomer, M. Eds.), Standford University Press, Standford.

Sutherland, D., Hanson, P. (1996), Structural change in the economies of Russia's regions, *Europe-Asia Studies*, n°48(3)

Tobin, J. (2001), False Expectations, in *The New Russia. Transition gone awry*, (Klein, L.R., Pomer, M. Eds.), Standford University Press, Standford.